Périple à la redécouverte de mon pays

> *Dédié à Dinicu Golescu [1]Écrivain roumain appartenant à une grande famille de boyards, Dinicu Golescu (1777-1830) est l'auteur d'un ouvrage intitulé Insemnare a calatoriei mele [notes de mon voyage] où il présente l'Occident aux Roumains d'une manière didactique. Son livre est le miroir où la société roumaine se reflète à travers l'Occident. et à C. K.*

Entre le 15 février et le 5 mars 1990, peu de temps donc après les événements de décembre 1989 qui ont conduit à la chute du clan Ceausescu, je me trouvais en Roumanie, en compagnie de mon ami français, C.K., ethnologue et sociologue de son métier. Notre voyage commençait sur le fond d'une campagne électorale qui en était à ses débuts et nous avons quitté la Roumanie dix jours avant que n'éclate le conflit interethnique de Transylvanie.

Nous avons décidé d'examiner ensemble la situation du pays avant les élections, avec la certitude que, au moins en Transylvanie, la libéralisation provoquera des effets pervers, c'est-à-dire un renouveau des tensions nationales manipulées par des éléments de l'ancienne Securitate, par des extrémistes appartenant aux deux ethnies qui en profiteront pour jouer la carte nationaliste et gagner l'électorat sensibilisé par vingt ans de nationalisme larvé, entretenu par le régime Ceausescu.

J'ai convaincu le directeur d'une agence vidéo de mettre à ma disposition le matériel nécessaire à la réalisation d'un reportage en Roumanie, en lui exposant mes projets et en soulignant l'intérêt d'une analyse sociologique de la période préélectorale. J'étais convaincu que la télévision française serait intéressée par la présentation des causes de la

victoire prévisible du Front de salut national, avec toutes ses implications pour l'avenir de ce pays de l'Est. C'était sans compter sur la légèreté accablante de certains journalistes et sur les contraintes de la télévision commerciale en France.

En effet, entre le 23 décembre 1989 et le 15 janvier 1990, je me trouvais dans les studios de TF1, en tant que traducteur-interprète, suivant l'ensemble des images que la Télévision roumaine libre envoyait vers le monde quelquefois vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Mes observations m'ont permis de saisir les débuts de la manipulation des informations, mais je me suis heurté à un mur d'incompréhension des événements et au refus de la rédaction d'accepter toute autre interprétation que celle donnée par les envoyés spéciaux.

Un seul exemple: à la vue des premières images du «charnier de Timisoara», j'ai communiqué aux techniciens et aux journalistes présents ma conviction intime qu'il s'agissait de cadavres anciens et que les coupures visibles sur les corps n'étaient pas des traces de supplices infligés mais les signes reconnaissables de l'autopsie pratiquée sur des personnes décédées à l'hôpital. Mais sans réussir à convaincre personne. Pourtant, pour moi, fils de médecin et visiteur des morgues en tant que candidat à la faculté de médecine, les choses étaient indubitables.

Mes convictions avaient besoin d'une vérification sur place. Je sais maintenant que j'avais raison, mais je sais aussi qu'il est très difficile d'échapper aux préjugés devenus opinions et que la dramatisation des événements est une loi des médias occidentaux qui vivent sous la pression de l'Audimat.

À mon tour, je suis obligé pour le film que je prépare et pour le texte que j'écris d'opérer un découpage et un montage, donc de soumettre la «réalité» au message que je désire transmettre. Je me laisse porter par ma mémoire agglutinante

et par mes notes sur un chemin que je ne vais plus jamais parcourir. Le retour dans mon pays, que j'avais quitté depuis trois ans, était réalisable une seule fois, tout autre voyage sera différent, sans cette émotion si particulière de la redécouverte, de l'amour sans merci.

Arrivé en France en 1987, en tant que réfugié politique, je me suis interrogé sur ce que l'on pouvait faire pour cette Roumanie que j'avais quittée par désespoir, par manque de confiance dans la restructuration possible d'une société liquéfiée, atomisée sous l'effet conjugué de la crise des valeurs, de la crise économique et de l'instauration, qui me semblait incontournable, d'une logique de la survivance. Je n'ai pas encore trouvé de réponse. Que le texte qui suivra soit l'esquisse d'une réponse plausible.

La voie que j'ai choisie n'est pas celle de la reconstitution chronologique de mes rencontres tout au long de ce voyage de re-connaissance, mais plutôt une mise en page qui partira du concret de la notation du reporter vers l'interprétation. Rendre donc au visible un sens.

Brasov, ville ouvrière

Brasov est une ville située aux confins d'une dépression subcarpatique, au pied d'un rocher qui s'appelle Timpa. Au centre, s'élèvent des vieux bâtiments qui gardent encore sur leurs murs des inscriptions en allemand, souvenir des citadins colons d'autrefois.

À la périphérie s'étendent les quartiers roumains. Ils préservent encore les traits des villages, surtout celui qui s'appelle Scheii Brasovului. Proche du centre-ville, symbole d'un Moyen Age oriental, s'élève l'église Noire, édifice construit par les colons saxons aux murs noircis par maints incendies.

La grande rue est bourrée de monde à la recherche de vivres. Une présence insolite dans ce paysage citadin: un restaurant

au profil chinois, mais je n'ai pas le temps d'en goûter les spécialités.

Nous nous rendons à la rédaction de la revue *Astra* à la recherche d'un personnage haut en couleur, le jeune (pas si jeune, d'ailleurs) journaliste Vasile Gogea, philosophe de formation et écrivain de vocation, complètement absorbé depuis 1987 par la politique.

En 1987, Brasov a été le théâtre des premières manifestations de rue et de masse contre le régime de Ceausescu. Les travailleurs d'une grande usine de tracteurs ont profité d'un rassemblement électoral, organisé par les autorités, pour crier leur mécontentement et investir la place centrale en criant des slogans contre Ceausescu et contre la dictature. Le siège local du parti communiste a été saccagé.

Les autorités ont arrêté les meneurs quelques jours après, et les ont soumis à de durs interrogatoires suivis de sévices physiques. Puis, au cours d'un procès public à l'intérieur de l'entreprise, ils les ont accusés de hooliganisme, condamnés à la déportation dans des endroits éloignés du pays où ils ont vécu en résidence surveillée jusqu'en décembre 1989. Peu de temps après ces manifestations, Vasile Gogea a réussi, en prenant de gros risques, à rencontrer un journaliste français, alors que tout contact avec des étrangers sans l'accord préalable de la police politique était interdit par la loi. C'est ainsi que la presse occidentale a été mise au courant d'un certain nombre de détails sur la révolte ouvrière de Brasov et ses conséquences.

Dans les bureaux de la rédaction *Astra*, le calme règne maintenant. On fume et on feuillette des journaux indépendants locaux dont les pages ne ressemblent plus à l'ancienne presse contrôlée par le parti. Plus d'un détail bizarre ressort de la reconstitution des événements de décembre 1989 à Brasov. Il s'agit de faits récents qui, paradoxalement, sont plus obscurs que jamais.

En décembre, comme partout ailleurs dans les villes de province, on a tiré beaucoup par-dessus les bâtiments et les murs gardent peu de traces de balles. La population est restée enfermée chez elle. Par contre, des personnages qui semblaient bien informés et préparés ont investi les bâtiments officiels pour vite constituer des comités du salut.

Les morts – car il y a eu des morts – ont vraisemblablement été plutôt les victimes des bavures de l'armée que de la résistance acharnée des piliers du régime, les troupes de la Securitate, autrement connues pour leur efficacité.

On attend l'arrivée de Mircea Sevaciuc, ouvrier à l'usine de tracteurs, un des leaders du mouvement «15 novembre 1987», de retour à Brasov après une longue déportation au nord de la Moldavie. Il est actuellement représentant du mouvement syndical indépendant. On sort dans la rue pour filmer les lieux des manifestations de 1987. Je pose des questions à Sevaciuc pour essayer d'obtenir une reconstitution des événements et pour connaître ses opinions sur le rôle futur des syndicats en Roumanie.

Sevaciuc n'est ni un conteur ni un théoricien. Il semble être un homme d'initiative, pragmatique. Peut-être, devant ses semblables, est-il plus bavard. Mais il me semble que le charisme lui manque. Il n'est pas Walesa, il lui manque un chantier naval et ses quelques générations de prolétaires. Car la plupart des travailleurs roumains sont des paysans qui ont quitté récemment les villages.

À l'exception de quelques régions, parmi lesquelles le bassin minier de la vallée de Jiu, les zones industrielles de Resita, de Baia Mare, de Bucarest, de Timisoara et les docks de Constanta, le pays ne dispose pas des traditions prolétaires et citadines qui engendrent habituellement la solidarité de classe et la dynamique des mouvements contestataires.

Depuis notre rencontre avec Mircea Sevaciuc, j'ai trouvé son

nom partout dans la presse à l'occasion des manifestations de solidarité entre les intellectuels et les syndicats indépendants. Mais je me demande si ce n'est pas plutôt à cause de la présence près de lui de notre ami, le journaliste, qui avait peut-être besoin d'une légitimité pour ses actions politiques. Car les analyses de Vasile Gogea et ses projets d'action me font revivre les discours de Sartre, et à rebours,

tous les populismes et les «narodnicismes» du XIX^{e} siècle sur la base desquels se sont construits les projets d'action politique solidaires entre les intellectuels et le peuple. S'agirait-il de la seule, inévitable et illusoire solution? Peut-être, même si les risques, dans cette époque qu'on appelle postmoderne, seront les mêmes. Car il ne faut pas oublier le désenchantement des intellectuels polonais, comme Michnik et les autres anciens membres du KOR, après la marche présidentielle de Walesa.

La démagogie populiste de ce dernier, avec des accents xénophobes à peine voilés, prouve-t-elle que les intellectuels seront une fois de plus relégués à la position des «compagnons de route»? Est-il vraiment possible de construire une alliance durable entre l'intelligence analytique et critique, d'une part, le pragmatisme de la politique et de la raison d'État, de l'autre?

L'intelligentsia des pays de l'Est sera-t-elle capable de jouer son rôle, de proposer un projet réformiste ou révolutionnaire, contre la recrudescence du tribalisme et face à la quête d'un illusoire bien-être apporté miraculeusement à ces pays par le transfert d'un modèle qui reste en fait à inventer? Le soi-disant passage du communisme au capitalisme est-il possible à l'Est? Et à quel prix?

Le passage des pouvoirs entre deux générations, longtemps bloqué par la gérontocratie, se réalise maintenant par la montée de la technocratie, produite par les régimes communistes, qui est en train de conquérir le pouvoir.

Vasile Gogea répond à mes questions devant le mur de l'église Noire. Il m'assure qu'à Brasov il n'y a pas de conflits interethniques potentiels. La pression du pouvoir s'exerçait, surtout après 1987, de la même manière sur l'ensemble de la population de la ville. Devant l'ennemi commun, une certaine solidarité s'est constituée. Combien de temps durera-t-elle?

Pendant le dialogue avec Gogea je change les angles, ce qui n'est pas une manière très professionnelle de choisir les prises de vue (je l'ai appris plus tard), pour capter les images des alentours: on entend les paroles du journaliste mais on voit des détails du mur latéral de l'église. À côté de nous passent des jeunes en costume d'époque. Serait-ce le carnaval en préparation ou alors une répétition de la troupe de théâtre d'amateurs d'un lycée voisin?

Vasile Gogea me rassure en me disant que les anciens de la nomenklatura sont toujours en place, après le retournement de veste opéré dans les premiers jours.

La porte du siège du Parti national libéral est fermée. Pas loin de là, une affiche marque la présence de l'organisation de la Jeunesse libre. Le terme «libre» marque une nuance politique: la subordination envers le nouveau système du Front du salut national, qui a réactivé les anciennes structures de l'Union de la jeunesse communiste.

Au coin de la rue, un petit spectacle: un Tzigane vend des «billets de chance» que deux perroquets jaunâtres tirent avec leur bec d'un tas, à la demande de celui qui veut connaître son destin. Un groupe coloré et gai attend son tour.

J'entre dans une boutique de montres et de bijoux pour m'acheter une montre-bracelet ou de gousset. En 1987, avant mon départ, on trouvait encore des montres russes bon marché et de bonne qualité ainsi que des montres chinoises avec des bracelets métalliques, des chaînes, des broches ou bien des bagues en argent avec des pierres semi-précieuses gravées.

Rien de tout cela, maintenant. Restent quelques montres électroniques de fabrication roumaine, des réveils grossiers avec leur mécanique bruyante et des bracelets en acier, derniers symboles de l'industrialisation socialiste dont la Roumanie de Ceausescu était si fière, avec ses tonnes d'acier par tête d'habitant, un acier que personne ne voulait plus acheter sur le marché mondial.

J'achète une montre-bracelet à la pensée qu'à Paris je n'aurais pas les moyens de me permettre la même chose.

Dehors, sur le trottoir, des flaques d'eau, la neige commence à fondre. Les sommets des montagnes alentours sont encore enneigés. Des jeunes passent, leurs skis sur l'épaule, de retour d'un week-end passé sur les pistes proches.

On déjeune raisonnablement dans un restaurant plein à craquer. Il y a beaucoup de fumée, du bruit des cliquetis de bouteilles de bière déchargées à la hâte du camion qui vient livrer la marchandise. Tout le monde s'amuse.

Baia Mare, centre d'industrie minière

Un ancien ami de C.K., apparatchik de la culture de masse, nous reçoit dans son appartement petit-bourgeois d'un quartier d'HLM version socialiste. Nous sommes traités avec tous les égards dus à des étrangers, dans l'esprit d'une hospitalité traditionnelle dans ces parages, même à l'heure de la malnutrition et de la pénurie scientifique organisée par le régime Ceausescu pour honorer les dettes de l'État envers le Fond monétaire international ou d'autres débiteurs.

On apprend que son frère, officier supérieur de la Securitate à Baia Mare, a été muté quelque part dans le sud du pays, avant la chute de Ceausescu, pour une ténébreuse affaire de corruption. Il ne travaille plus dans la police. Pour ceux qui le rencontrent dans son nouveau milieu, il doit passer pour un banal fonctionnaire de l'État. Mais son appartenance à la police sera toujours un lien et il pourra toujours être

réactivé le moment venu...

Après la révolution, beaucoup de «sécuristes» ont changé de résidence ainsi que certains fonctionnaires (eux-mêmes «sécuristes») des ambassades roumaines. Ils étaient connus dans les milieux des émigrés tels des chevaux boiteux que l'on repère de loin. Avec leur stature de garçons solides, leurs mâchoires pleines et un commencement d'embonpoint, leurs habits paraissent trop serrés et leurs cravates pendent comme des ficelles entre leurs pectoraux.

Dans la maison de l'activiste, le jeune gendre est un Hongrois qui parle bien le roumain mais qui a l'air de s'être égaré ici, avec sa barbe et ses cheveux flottants, entre les meubles standard pleins d'emphase et de dentelle de cette petite-bourgeoisie d'anciens fonctionnaires de l'État communiste. Le jeune est un syndicaliste de type nouveau et il nous raconte comment s'est constitué chez eux un syndicat indépendant. À leur tour, les employés et la direction ont formé un autre syndicat (patronal, pour ainsi dire), pour protéger leurs intérêts spécifiques. «Les ouvriers ne veulent plus faire de politique», me dit-il.

Cavnic

Cavnic c'est un centre minier proche de Baia Mare. On y exploite des mines de métaux non ferreux, du plomb et des métaux rares.

Les bâtiments sont vieux, jaunâtres tachés de noir. La neige est tassée par les roues des autobus transportant, par roulement, les mineurs des villages d'alentour. Les gens nous entourent dès qu'ils nous voient arriver, la caméra à la main. C.K. retrouve quelques visages connus: des «demi-paysans», comme on dit, du village de Bred où il avait séjourné il y a quelque temps pour les besoins d'une enquête ethnologique.

— Comment ça va?
— Ah, ça va bien...

– Quelque chose a changé, depuis la révolution?
– Ah, qu'est-ce qui pouvait bien changer...

Un homme en veste matelassée bleue, portant des lunettes, intervient:

– Ils nous mentent, tous!

Il a un vague accent et nous dit qu'il est hongrois. Il parle avec passion, s'étouffant d'indignation: pas sur des thèmes nationaux, comme on pouvait s'y attendre, mais à propos de la grève qui a eu lieu quelques semaines auparavant...

À cette occasion, ils avaient demandé la démission du ministre des Mines, ancien directeur de la mine de Cavnic, promu à ce nouveau rang par le Front. Les gens nous regardent, quelques-uns interviennent à leur tour. La plupart se taisent et hochent la tête. Des habits paysans, des vestons de laine, des visages vieillis... L'actuel ministre a été l'homme de Ceausescu, et il a chargé les mineurs d'engagements pris en leur nom, afin de dépasser les prévisions du plan. Il a tout fait pour augmenter les normes et le nombre des heures de travail. Les anciens droits des mineurs (découlant du programme réduit pour les travaux durs) étaient depuis longtemps perdus. Le gouvernement a pris des mesures pour qu'ils travaillent huit heures comme tout le monde, sans tenir compte du long trajet que les mineurs devaient parcourir entre l'entrée dans la mine et les profondeurs où se situait leur lieu de travail. Dans plusieurs mines, le pointage se faisait sur le lieu de travail, donc en réalité on travaillait dix heures par jour. Les appareils administratifs et bureaucratiques étaient énormes par rapport au nombre des mineurs. L'organigramme d'une entreprise minière avait la forme d'une pyramide inversée. À Cavnic, les grévistes n'ont pas seulement demandé la démission ou la destitution de leur ancien directeur devenu ministre, mais aussi la réduction des normes quantitatives d'extraction, la réduction à six heures du temps de travail, des conditions d'hygiène et sécurité. Les

mineurs, parmi lesquels la silicose faisait des ravages, n'avaient plus le droit de prendre la retraite avant les autres ouvriers; cela d'autant plus que, pour des motifs d'ordre financier, certains mineurs âgés souhaitaient rester dans la mine le plus longtemps possible. C'était tout de même un revenu sûr, alors que l'agriculture n'offrait pas aux paysans les moyens de survivre par les seuls engagements contractuels obligatoires envers l'État qui achetait les produits agricoles à des prix dérisoires.

«Les vestiaires sont froids, humides et sales, nous disent les gens. Venez les voir!» Mais on ne peut pas y accéder (la direction nous l'interdit) pas plus que nous ne pouvons descendre dans la mine. Il nous faudrait un sauf-conduit du ministre. Après la grève, et à la demande des mineurs, le Premier ministre, Petre Roman, s'est rendu à Cavnic. «En hélicoptère jusqu'à Baia Mare, ensuite en voiture. Comme Ceausescu!, nous dit-on. Il nous a promis des tas de choses, des hausses de salaires, la réduction des normes de travail. Ensuite personne n'a rien fait. Ils nous mentent, tous!»

Avant que nous remontions en voiture, deux mineurs se sont approchés pour nous questionner, tout bas, sur les opportunités de travail en France et en Belgique. Aujourd'hui, quand les bassins carbonifères du nord de la France viennent d'être complètement abandonnés pour manque de rentabilité, je pense avec tristesse aux illusions que peuvent encore nourrir ces compagnons et camarades.

Les autobus démarrent bruyamment. À côté, quelques camions aménagés pour transporter les mineurs vers les villages les moins accessibles se mettent péniblement en marche à leur tour, avec leurs portes qui se balancent sur des charnières détériorées. Une fumée piquante s'élève au-dessus de l'étroite vallée.

Le groupe statuaire, d'un parfait mauvais goût, représentant un mineur tenant un marteau pneumatique dans sa poigne

vigoureuse, paraît insignifiant à côté des bâtiments élevés, sur les vitres desquels restent encore collés quelques morceaux des affiches de la grève, déchirées par la direction, exigeant, au nom des jeunes, le départ des vieux à la retraite. Des emplois, il en faut...

Au Parlement roumain, un député estimait que la population de chômeurs, en 1991, s'élèvera à plus de 500.000 personnes. D'autres parlent d'un million.

À la sortie de Cavnic vers Baia Mare, un camion français arrêté au bord de la route décharge des aliments et des médicaments. La population forme une immense queue à l'intérieur d'une cour. Après l'inventaire, on commencé la distribution des aides. Nous cherchons les accompagnateurs du convoi. Les autorités locales ont invité les Français à manger. En sortant de table, l'un d'entre eux, membre du Lion's club d'Angers, nous confesse qu'il s'attendait à trouver ici, d'après les propos de la presse française, des villages détruits par la folie réformatrice de Ceaucescu. «Pas la moindre trace de tout cela, je me suis senti berné, puis j'ai fini par réaliser qu'ils avaient besoin de tout, surtout de médicaments et d'instruments médicaux élémentaires. Mais on n'était guère préparés à cela. La prochaine fois, on essayera de leur apporter des choses dont ils ont vraiment besoin.»

Dans un quartier nouveau de Baia Mare, nous sommes hébergés chez un professeur de français dont la femme est médecin. Du balcon, je filme une scène qui me rappelle mon enfance: avant Noël, dans la cour, on mettait par terre une large planche. Mené de force et grognant terriblement, peut-être de peur, le porc engraissé se préparait à mourir égorgé par les longs et fins couteaux spéciaux du boucher du quartier. Le sang était recueilli dans un récipient, le corps traîné à côté sur un lit de foin puis les poils brûlés. La couenne était ensuite râpée, légèrement enfumée par les flammes, on éventrait l'abdomen, on le lavait à grande eau, puis les oreilles, flambées mais encore crues, étaient données aux enfants qui les rongeaient.

On pesait les couches de lard, on hachait la viande pour les saucisses et le boudin était préparé pour le dîner de la famille.

Entre les bâtiments bleus, à côté d'un rond de fleurs et sur le trottoir de la ville, le spectacle de l'enfance avait une allure étrange. Du reste, le rituel était le même. Il ne manquait que les enfants. Et le foin était remplacé par des soufflets alimentés au gaz butane qui sifflaient, dirigeant leur flamme bleutée vers la peau rose clair du porc, des vrais lance-flammes, comme on en voit encore dans les documentaires sur la Seconde Guerre mondiale.

À côté de l'hôtel du nouveau centre-ville, près de l'Institut supérieur des mines, dans la poussière légèrement humide du square, des poules de la race Rhode Island fouillent, préoccupées, à la recherche de quelques grains ou vers de terre.

Dans les années 30, un écrivain de la famille de Zola, le Roumain Carol Ardeleanu, publiait un roman sur les mineurs, intitulé *les Vers de la terre*. Depuis, l'introduction des techniques d'exploitation mécanique, plus opérationnelles et plus efficaces, n'ont pas réussi à changer l'essentiel du rapport entre travail et travailleur. Les maladies professionnelles n'ont pas été éradiquées et il était interdit, jusqu'à une date récente, d'en parler dans la presse. Un mineur malade est incurable et, s'il a la malchance d'avoir une intoxication qui le réduirait à l'invalidité, aucun système d'assurance ne lui viendrait en aide. Et s'il lutte pour défendre ses droits, il est considéré, maintenant comme avant, comme semeur de discorde et, ainsi, éliminé, isolé socialement. Les syndicats auront beaucoup à faire. À condition que leur récupération par le pouvoir actuel puisse être contrecarrée, sinon ils resteront des simples courroies de transmission, dans la tradition communiste. En février, la majorité des syndicats indépendants des alentours préféraient lutter pour leur propre compte, se méfiant de toute

coordination nationale ou puissante fédération.

Sfîntu Gheorghe

«Surtout, n'oublions pas qu'au-delà de toutes opinions politiques on est tous hongrois!»

Ville située au début de la dépression du Ciuc, si on arrive de Brasov, Sfintu Gheorghe est habité en majorité par des Hongrois et des Seklers. À la Maison du corps didactique, institution autrefois surnommée «la maison du porc didactique», le Parti de la minorité magyare en Roumanie (MDSZ) organise des débats sur des thèmes préélectoraux. Étrange manifestation pour quelqu'un qui n'avait entendu parler jusqu'alors que des «conseils» organisés sur le plan national par le parti communiste pour assurer le chœur de solidarité des collaborationnistes dans les rangs des minoritaires magyars, allemands de Transylvanie et de Banat, ukrainiens, arméniens, juifs ou tatares; les Tziganes, en revanche, ne bénéficiaient pas du même statut de «minorité», malgré le grand nombre de «collabos» issus de leurs rangs, des «militants» bien placés dans l'appareil du parti et de l'État, sans discrimination.

Aujourd'hui, les délégués d'une organisation en cours de constitution, en Transylvanie, se réunissent pour formuler leur programme politique et social, dans un débat qui garde encore le style des vieilles réunions, mais dont le nombre de nuques épaisses et de doubles mentons parmi les participants s'est considérablement réduit. Le vocabulaire s'est aussi épuré de l'ancien langage pseudo-politique, effacé par un nouveau sentiment de responsabilité envers une cause commune.

Dans la salle de réunion, des reporters de la Télévision canadienne s'affairent à filmer ces scènes inhabituelles. Leur puissant réflecteur me permet de prendre à mon tour des images de qualité. J'insiste sur les motifs floraux, étrange mélange de tulipes bleues peintes sur des colonnes en trompe l'œil.

Ces fleurs sont considérées comme spécifiques à la décoration hongroise mais les colonnes imitent le style égyptien.

Un économiste parle des lois du marché, du libre-échange. Un jeune enseignant de Cluj fait appel à la raison et insiste pour convaincre l'auditoire qu'il ne faut pas se hâter: «Le programme *most vagy soha*, maintenant ou jamais, peut induire une résistance de la majorité et empêcher la satisfaction des revendications hongroises. D'ailleurs, qui peut nous assurer que nous pouvons conserver les acquis? Un programme radical, appliqué trop rapidement, risque de nuire à notre cause.»

Il s'agit surtout de la reprise des anciens locaux des écoles magyares dont l'enseignement, avant la révolution, était soit bilingue soit exclusivement roumain.

«La théorie selon laquelle, poursuit le jeune enseignant, on doit profiter du vide de pouvoir d'avant les élections est à double tranchant et ne nous garantit pas que ceux qui l'emporteront ne reviendront pas sur de telles conquêtes ou reconquêtes précipitées. D'ailleurs, j'ai déduit la même chose de contacts que j'ai eus avec les leaders du Parti national paysan.»

Je suis avec intérêt le discours calme et lucide du jeune professeur. Je ne peux pas me rendre compte de l'impact de ses raisonnements politiques sur l'auditoire et ne peux malheureusement pas attendre la fin de la réunion pour faire un sondage d'opinion, même empirique.

Des discours idéologiques différents sous-tendent les autres interventions. On se trouve presque devant la diversité normale d'une vie parlementaire. Mais ici le facteur unificateur de l'ethnocentrisme semble par moments empêcher l'expression naturelle d'une telle diversité idéologique. C'est le paradoxe de n'importe quelle organisation qui trouve sa cohésion dans un concept ethnique, tribal et non dans le concept de démocratie politique. Alors qu'en démocratie

l'expression politique reste individuelle, ici, c'est la collectivité ethnique qui impose ses règles à l'individu. Comment définir les intérêts de la collectivité sans empêcher l'expression individuelle? Car, en démocratie, un parti peut exclure un de ses membres pour insoumission ou dissidence, et le citoyen reste libre de fonder un autre parti ou d'adhérer à une autre organisation. Ici, le groupe ethnique n'admet pas la dissidence et le rejet de l'individu le transforme en renégat ou apatride. La pression du groupe ethnique est plus forte, surtout en cas de crise identitaire comme c'est le cas des Magyars de Transylvanie. Cette crise provoque une réaction d'isolationnisme, une levée de boucliers contre l'intervention de l'État de la majorité dans la destinée de la minorité. La communauté se referme sur elle-même et essaie de transformer son complexe d'infériorité en complexe de supériorité. D'où l'apparition de difficultés dans la communication intercommunautaire et la manifestation de névroses d'identité dans les zones de contact direct entre les ethnies. À long terme, ces névroses sont génératrices de tensions sociales car le processus naturel d'osmose sociale et ethnique est empêché de fonctionner normalement. L'étude statistique à long terme des mariages mixtes pourrait indiquer à quel point ce type de névrose contredit le principe de l'exogamie.

Tîrgu Mures: le calme avant la tempête

Nous arrivons à Tîrgu Mures, ville de 120.000 habitants, tard dans la soirée. Nous sommes reçus par un ami, professeur d'anglais et critique littéraire. Stephan B. est un homme d'une tenue morale irréprochable, intelligent, doué pour la critique littéraire. Il est d'origine hongroise, mais a fait ses études en roumain. Il travaille dans le comité de rédaction d'une revue hongroise et s'exprime avec aisance dans les deux langues, mais écrit en roumain. Depuis notre visite, il a réussi à obtenir un poste de maître-assistant à l'université de Cluj, ce qui prouve qu'au moins pour lui la révolution a réussi à faire bouger les choses, car là était sa place.

Avant de nous endormir, nous arrivons à parler un peu des événements de décembre. Il nous montre des photos prises pendant les manifestations. Devant le siège du comité départemental du Parti communiste, la place est jonchée de papiers à moitié carbonisés. Des bougies allumées sont posées à même le pavé à la mémoire des morts. Parce qu'ici, aussi, il y a eu des victimes. Quelques nécrologies sont collées sur un panneau improvisé, des victimes hongroises et roumaines côte à côte. Je compte quinze affichettes mais, en lisant, je me rends compte qu'il s'agit aussi de soldats tombés dans d'autres villes, au champ d'honneur. Mais où se trouve le champ d'honneur dans une guerre civile?

Du reste, Tîrgu Mures a reconquis son allure tranquille, les vitrines cassées d'une cafétéria sont sur le point d'être remplacées. Il reste très peu de traces visibles des affrontements, si ce n'est le mur noirci par l'incendie qui a détruit l'atelier d'un cordonnier à l'entresol d'un bâtiment vis-à-vis de la poste. Des balles ont enflammé le stock de colle entreposé chez l'artisan. Devant, dans un square, se dresse la statue d'un révolutionnaire quarante-huitard roumain, œuvre du sculpteur officiel de notre ville. Elle rappelle par sa laideur le bon vieux temps du réalisme socialiste; il en va de même pour l'immense statue du soldat roumain libérateur, située de l'autre côté du square, qui a remplacé celle du soldat soviétique. Son bras, brandissant un drapeau dans une fausse gesticulation héroïque et phallique, indique la direction de la maternité communale, disent les citadins avec humour.

Une immense file d'attente s'allonge devant le magasin de la presse. Depuis l'apparition de centaines de publications indépendantes après la révolution, les gens sont devenus des fous de l'information. Nous traversons la place des Roses pour pénétrer à l'intérieur de la cathédrale orthodoxe. L'immense nef centrale est bondée de vieux mais aussi de jeunes chantant ensemble dans une communion qui n'est probablement pas

uniquement religieuse. L'église est devenue le refuge et le lieu d'expression du nationalisme. Je filme de longues séquences, j'insiste sur les visages qui expriment le recueillement et un étrange bonheur. À la sortie, un mendiant assis à même le sol tend la main au passant, petit profiteur de l'émotion. À quelques dizaines de mètres de là, la communauté hongroise est rassemblée dans son église. Mêmes visages, mêmes sentiments, même cohésion sous la bannière de la langue qui les sépare des autres.

Nous remontons la rue au bout de laquelle se trouve le lycée Bolyai-Farkas, bâtisse massive, solennelle, aux façades décoratives et chargées du Jugendstil, adaptation de l'Art nouveau à la spécificité locale, avec ses tulipes rouges en bas-reliefs céramique. C'est ici qu'a eu lieu un des premiers affrontements entre les parents des élèves hongrois et les parents des élèves roumains voulant chacun s'emparer des lieux.

Après quelques prises d'images, je décide d'aborder le sujet central, la dispute si peu universitaire à propos du statut de l'Institut de médecine et pharmacie. Son histoire nous sera rappelée par celui qui est mon principal interlocuteur, le professeur hongrois d'anatomie pathologique de l'Institut de médecine et pharmacie. Son bureau se trouve dans le sous-sol de la nouvelle clinique universitaire départementale, immense bâtiment en béton aux entrailles labyrinthiques derrière lesquelles les joyeux édiles de la ville ont eu l'idée de placer le nouveau cimetière, vraisemblablement pour assurer davantage de confort aux malades. Nous traversons le musée des horreurs, une collection de fœtus monstrueux dans des bocaux remplis de liquide jaunâtre, jalousement conservée par notre professeur. Je tire quelques images, en pensant les utiliser lors du montage comme métaphore du caractère monstrueux de la xénophobie.

L'histoire de l'Institut de médecine et pharmacie de Tîrgu Mures ne date pas de la nuit des temps. Le bâtiment a une

courte histoire. Lycée militaire après l'unification de la Transylvanie et de la Roumanie en 1919, il date plutôt de la fin du siècle dernier, époque à laquelle les Hongrois le destinaient probablement au même usage. Le professeur considère que cette «préhistoire» n'a aucun rapport avec l'objet de notre visite et préfère commencer son récit à l'après guerre. Il présente la création de l'Institut à Tîrgu Mures comme une nécessité historique, en oubliant cependant de préciser que cette création a eu lieu dans le contexte du découpage au milieu de la Transylvanie roumaine d'une région autonome magyare. Ce découpage constituait, je crois, la réponse typiquement stalinienne à une question réelle: comment assurer l'exercice des droits à l'expression libre de la spécificité culturelle d'une ethnie?

Les populations de Transylvanie ont donc besoin de médecins qui parlent leurs langues. L'enseignement universitaire médical dans la langue maternelle répond à la nécessité d'une communication fluide entre les médecins et leurs malades. Mais un institut hongrois n'accorde ce droit qu'aux Hongrois. Or, en Transylvanie, il y a aussi d'autres minorités. Est-il possible d'assurer un enseignement supérieur médical ou technique, dans toutes les langues parlées dans la région ou bien la communauté hongroise doit-elle, de par son nombre, continuer à bénéficier de certains privilèges?

En Transylvanie, la population hongroise est concentrée dans certaines zones où elle ne détient pourtant pas la majorité.

Elle s'est établie dès le x^{e} siècle aux confins de la région. Au fil des siècles, les dynasties hongroises successives ont conquis l'ensemble du territoire et l'ont peu à peu colonisé en fonction des besoins politiques, militaires et économiques du royaume. Seule exception, la région montagneuse de l'est de la Transylvanie, habitée depuis des siècles par les Seklers, de langue hongroise. C'est dans cette zone que les autorités communistes ont fondé la Région autonome hongroise. Conséquence: l'augmentation de la concentration hongroise dans

la zone. partir de 1963, les autorités communistes ont changé leur politique pour préparer et réaliser le démembrement de cette région. C'était le début du tournant national du communisme à la roumaine.

Je suis arrivé en 1963 à Tîrgu Mures à la fin de mes études universitaires en tant que maître assistant à l'Institut de théâtre Szentgyörgy-Istvàn, école supérieure d'enseignement artistique en langue hongroise qui assurait la formation des comédiens pour les cinq théâtres jouant dans la langue maternelle des Hongrois de Transylvanie. J'ai obtenu ce poste grâce a mon bilinguisme. J'ai enseigné la langue, la littérature et l'histoire du théâtre roumain, ainsi que la littérature comparée. Mes étudiants n'étaient pas très motivés mais j'ai réussi à les intéresser par un style d'enseignement un peu différent des ennuyeuses lectures de notes de cours imposés par mes supérieurs.

L'époque était plus libérale. En 1964, le gouvernement a lancé sa riposte aux propositions russes pour une spécialisation par zones économiques à l'intérieur du camp socialiste. Cette déclaration fut considérée comme une véritable déclaration d'indépendance et faisait figure, non seulement aux yeux des Roumains mais aussi des gouvernements occidentaux de tournant décisif dans les relations au sein du Comecon. Et les minorités ont suivi le mouvement. Pour les intellectuels hongrois de Roumanie «le soleil commençait à se lever à Bucarest». Les librairies s'emplirent de livres et de périodiques importés de Hongrie mais aussi de France, Allemagne ou de Grande-Bretagne. À Zalau, dès 1963, j'avais acheté l'édition complète en hongrois des nouvelles d'Ernst Hemingway. Les spectacles de Liviu Ciulei, Lucian Pintilie, David Esrig ou Radu Penciulescu, des metteurs en scène roumains qui travaillaient à Bucarest attiraient des foules. Mes étudiants étaient isolés à Tîrgu Mures et leur seule référence restait un théâtre de province. Ils voulaient désormais se rendre à Bucarest pour apprendre, pour

s'informer. Le circuit éditorial fut réorganisé, décentralisé, ainsi que celui de la presse. Les grandes villes de province acquirent de nouvelles maisons d'éditions et de nouvelles publications subventionnées par l'État. Une époque d'essor de la culture ainsi que de l'économie commençait. Cependant, dans la région, à cette même époque, fut enclenchée la roumanisation des institutions, de la nomenklatura du parti et de l'État [2]Une étude complète à ce sujet, le livre de Toth Sàndor, *Jelentés Erdélyböl [rapport de Transylvanie], écrit en 1987, a été publiée en hongrois à Paris en 1989 dans Magyar Fuzetek [cahiers hongrois] n°3. Elle présente, à mon avis, deux défauts: celui d'ignorer les phénomènes semblables de l'Europe de l'Est et celui de ne pas analyser les acquis culturels de la minorité hongroise en Transylvanie en tant que privilèges, dans le contexte politique de l'après-guerre et du stalinisme.*.

Les Hongrois ont vécu avec une certaine amertume ces changements, comme le professeur d'anatomie pathologique venait de nous le rappeler, en commençant son histoire avec l'unification des universités à Cluj en 1958. Dans les deux universités indépendantes de Cluj, l'enseignement était dispensé, depuis les début des années 50, respectivement en hongrois et en roumain. Pour imposer l'unification, au nom de la fraternité de la jeunesse des deux ethnies, Bucarest a envoyé sa main forte, Nicolae Ceausescu, le futur dictateur de la Roumanie.

J'ai assisté personnellement, en tant qu'étudiant, à cette fameuse réunion. Les règles de l'art consommé des réunions préparées d'avance ont été bousculées par les interventions de quelques turbulents universitaires hongrois, dont le professeur Szabédi Géza, spécialiste en poétique et stylistique, traducteur de talent de la poésie roumaine, qui a refusé de se soumettre à cette pratique dilatoire.

Il a défendu l'indépendance de l'Université hongroise et son

propre droit de s'adresser à l'auditoire dans sa langue maternelle, le hongrois, en dépit des interventions nerveuses et menaçantes de Nicolae Ceausescu, visiblement furieux. Ne comprenant pas le hongrois, il fut obligé de faire appel à un interprète pour suivre les débats.

Ordre était donné de Bucarest et personne ne pouvait donc empêcher l'unification administrative et politique des deux universités. Quelques semaines plus tard, le professeur Szabédi s'est suicidé, pour protester, peut-être, mais aussi sous la pression de la police politique. Le parti avait toujours besoin d'obtenir l'accord de ses victimes. Les résistances rencontrées par Ceausescu à cette occasion allaient jouer plus tard un rôle considérable dans ses décisions politiques concernant les minorités nationales, et spécialement la minorité hongroise.

En invoquant ce tournant historique, le professeur d'anatomie pathologique entendait insister sur l'accélération de la romanisation de l'enseignement secondaire et supérieur hongrois pendant les dernières années et sur la nécessité d'arrêter ce processus afin de freiner la perte de l'identité ethnique de la communauté hongroise de Roumanie. Une identité également menacée par l'émigration des élites vers la Hongrie, notamment depuis la signature des conventions d'Helsinki.

À l'Institut de médecine et pharmacie la bataille concerne, pour l'instant, la représentation à l'intérieur du sénat universitaire. Les Roumains acceptent une représentation proportionnelle, les Hongrois considèrent cette représentation comme un héritage communiste et demandent la représentation égalitaire. Les professeurs mobilisent leurs étudiants. Les étudiants hongrois menacent avec des manifestations publiques et avec des grèves de la faim. Mais pour les deux parties il s'agit en fait d'une lutte pour le maintien ou la reconquête de privilèges. Les Roumains n'acceptent pas la perte, pourtant prévisible, des fonctions obtenues à l'époque de Ceausescu grâce à leurs talents démagogiques dans la plupart des cas.

Les universitaires hongrois veulent accéder à de nouvelles responsabilités et occuper des places d'honneur. La démagogie communiste est remplacée par la démagogie nationale. Les droits des nations constituent les moyens et non les fins de cette lutte.

Le recteur actuel de l'Institut est roumain. Il refuse aussi bien l'idée de la représentation égalitaire que le passage vers un enseignement universitaire médical et pharmaceutique autonome en hongrois. Ses arguments s'inscrivent dans la conception traditionnelle de l'État national unitaire, avec une seule langue officielle. La raison d'État impose aux citoyens d'être prêts à remplir leur devoir en fonction des impératifs sociaux. Les médecins doivent soigner les malades sans discrimination, donc un docteur qui ne parle pas la langue roumaine sera handicapé dans les régions où la population est roumaine. C'est inimaginable qu'un médecin soit obligé de consulter ses malades avec un interprète, s'indigne notre interlocuteur roumain. La rationalité administrative exige, d'après lui, un réseau uniforme de services médicaux.

Le recteur, placé avec commodité dans la raison et dans la majorité, n'envisage pas la situation contraire, la présence d'un médecin roumain dans un région habitée par des Hongrois, donc la nécessité pour lui aussi de connaître la langue de la minorité.

Nos interlocuteurs étudiants ressemblent à leurs professeurs: même assurance, même logique du parti pris, même perméabilité aux rumeurs et même disponibilité pour se laisser manipuler par les leaders politiques de la communauté à des fins électorales.

Je constate que les étudiants ignorent la culture des autres, avec, en plus, un sentiment de supériorité de la part des Roumains. Mon bilinguisme touche mes interlocuteurs magyars qui ne poussent cependant pas la civilité jusqu'à me répondre dans ma langue maternelle, qu'ils connaissent mal et qu'ils

identifient à l'oppresseur, communiste et roumain par-dessus le marché. Tout comme, pendant l'après-guerre stalinien, la langue russe, dont l'enseignement était obligatoire à l'école mais qui, par ailleurs, était mère porteuse d'une littérature géniale, était rejetée par la plupart des jeunes des pays socialistes.

Le discours de nos interlocuteurs reste fermé dans la logique de l'intolérance, de la méconnaissance. Les pressions exercées par le régime Ceausescu pour imposer la roumanisation et l'«intégration dans la nation socialiste unitaire» a laissé des traces: radicalisation des positions des leaders au sein des minorités comme de la majorité, disparition des intermédiaires. Toutes les conditions étaient remplies pour l'explosion de Tîrgu Mures. Si l'on prend en considération l'intérêt tant de la police politique, la Securitate, que des actuels gouvernants d'imposer au plus vite un gouvernement à la main forte, il est probable que la tension a été savamment montée. Entre les ordres de Nicolae Ceausescu pour préparer la mobilisation de l'armée roumaine en Transylvanie, transmis par son frère, Ilie, avant le 23 décembre 1989, sous le prétexte de la menace étrangère aux frontières, et les rumeurs, non sans fondements d'ailleurs comme toute rumeur efficace, sur les provocations et les profanations des monuments roumains par des touristes hongrois entrés en Roumanie à l'occasion de la commémoration, le 15 mars, de la révolution hongroise de 1848, il y a des liens tactiques. Il faut savoir que la révolution de 1848 a donné lieu à une des plus sanglantes confrontations de l'époque moderne entre Roumains et Hongrois. Kossuth Lajos, le leader charismatique des quarante-huitards hongrois, a longtemps refusé de considérer les autres minorités de l'Empire autrichien comme des partenaires égaux. Elles n'étaient concernées par la liberté, la fraternité, l'égalité, principes fondateurs de la révolution, qu'à condition de se laisser absorber par la nation dominante. L'expression directe et libre de leur identité nationale n'était pas sérieusement envisagée.

Le leader de la révolution roumaine de 1848 en Transylvanie, Avram Iancu, jeune avocat qui a exercé justement à Tîrgu Mures, avait de sérieuses lectures des idéologues de la Révolution française grâce aux livres trouvés dans la bibliothèque du comte Teleki. Ce n'est pas le seul paradoxe de notre espace culturel. Par-delà le terrain des principes, les deux nations et leurs leaders se sont confrontés les armes à la main. Sanglante bataille contre la liberté des autres.

Nous nous arrêtons dans un village à la sortie de Tîrgu Mures sur la route pour Sighisoara. Cette ville était autrefois habitée par une majorité allemande. Jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle, les Roumains étaient admis entre les murs de la cité uniquement pour se rendre au marché afin de vendre leurs produits, jamais pour s'y établir.

Devant le magasin du village, des groupes se forment. Notre voiture de location, immatriculée en Hongrie, arborant un petit drapeau français à l'arrière, provoque un certain étonnement. Le dialogue en hongrois se noue vite. Les quelques rares familles roumaines du village sont presque assimilées à la majorité hongroise. Une vieille dame, très vivace, prend le contrôle de la conversation. Elle raconte avec passion une scène vue au marché de Tîrgu Mures dont elle fut le personnage central. Elle s'est fait agresser par un client qui lui reprochait de ne pas lui avoir répondu en roumain. Visiblement, l'homme n'avait pas envie d'entretenir avec elle de simples relations commerciales mais, plutôt, de lui faire part de ses opinions, en l'occurrence à propos d'un écrivain magyar.

Drôle de personnage que cet écrivain, rédacteur en chef, pendant des décennies, d'un mensuel politiquement conformiste et culturellement provincial, ayant illustré dans ses textes littéraires les pires conventions du réalisme socialiste, qui, pour avoir défendu la pureté de sa langue maternelle contre l'insidieuse influence du langage administratif roumain et

communiste, s'est retrouvé couronné par une aura de dissident et martyr de la cause nationale hongroise.

– Il faut le tuer, votre Sütö András! cria-t-il à la vieille dame, en lui assenant une gifle.

– Pourquoi le tuer? Pourquoi me gifler, moi? lui rétorqua-t-elle en roumain.

La vieille paysanne, aux bras musclés, tannés par le soleil, gesticulait devant ma caméra. Elle raconta comment elle s'était défendue si fort que le citadin avait fini par trébucher et se cogner la tête contre un poteau métallique. «Le sang lui coulait sur la tempe comme ça...»», et elle traça sur sa propre tempe le trajet du sang qui coule.

Et le sang a coulé. À Tîrgu Mures, le 19 mars 1990, quatre mois après. Timisoara, le sang coule sur les pavés de la place des Roses. La violence se concentre sur la place publique, puis elle s'étendra, diffuse mais pesante, sur toute la ville.

Dans leur ensemble, les conséquences de la construction et de la déconstruction du socialisme en Europe de l'Est doivent être analysées aussi dans la perspective de la pathologie sociale. Les systèmes sociaux engendrés dans ces pays après 1945 souffrent entre autres d'une maladie particulière: la distribution égalitariste de l'autorité. Si le paradoxe ne vous fait peur.

Les sociétés socialistes sont plutôt inertes, ont tendance à reproduire le modèle de l'autoritarisme et du volontarisme central à l'échelle de toute la société...

La hiérarchie rigide des castes se reconstruit vite, en dépit de courtes périodes d'une circulation sociale ascensionnelle, fluide et dynamique.

De la famille jusqu'aux structures institutionnelles, en passant par le micro-groupe social, le modelage autoritariste

des comportements psycho-sociaux gagne vite du terrain. Le paternalisme, l'anomie, le népotisme, se sont manifestés dans les profondeurs du tissu social en soumettant à une pression destructrice toute tentative de «déviation», même totalement dépourvue de signification politique. À tout comportement on va coller une signification politique standard, du simple non-conformisme rudimentaire jusqu'à l'opposition politique ouverte. Le triomphe du totalitarisme c'est l'intériorisation du modèle à l'échelle sociale. La victoire du Front du salut national aux élections roumaines, le 20 mai 1990, s'explique en partie par son idéologie sécurisante qui ne contredisait pas le paternalisme du système antérieur. Toute opposition politique sera obligée d'opérer avec le même système de valeurs.

Cluj, ville universitaire

Nous sommes à la recherche des informations concernant les heures d'avant et d'après la chute de Ceausescu. C'est important de savoir comment la rumeur s'est propagée hors de Timisoara ou de Bucarest, comment les gens ont réussi à dépasser la peur, comnent cela a commencé. Nous prenons contact avec des personnes qui étaient dans la rue. J'enregistre sur cassette de longs récits très détaillés. Dès la soirée de 21 décembre, c'est-à-dire avant la chute du dictateur confirmée par la télévision, des manifestations ouvrières ont eu lieu dans la rue, à partir des grandes entreprises. Bizarrement, la Securitate n'a pas empêché les colonnes de manifestants de sortir dans la rue. On a tiré sur les gens plus tard, à quelques kilomètres ou à une centaine de mètres du centre-ville. Et ce sont des soldats ou des officiers de l'armée qui ont tiré.

Dans certains usines il semble que se sont les ingénieurs qui ont organisé les colonnes, comme à Cavnic et Baia Mare.

Le lendemain, un dimanche, nous sortons pour filmer la messe en plein air de l'Église uniate (gréco-catholique). Interdit

en 1948, le culte uniate a réussi à survivre dans la clandestinité. Une partie de ses fidèles ont accepté le culte orthodoxe traditionnel, les autres ont préféré fréquenter les églises catholiques hongroises ou allemandes sans se plier à la force. Car beaucoup de prêtres voulant garder leur fidélité envers l'Église uniate ont été arrêtés et passé de longues années dans les camps de travail forcé ou dans les prisons, parfois sans aucun jugement.

Depuis la chute de la dictature, l'Église uniate s'est très vite reconstituée. Le gouvernement provisoire de Petre Roman a décrété la liberté des cultes. Mais les églises passées en 1948 dans le patrimoine des orthodoxes n'ont pas encore été restituées à leurs anciens propriétaires. Pour protester contre cet état de choses, les uniates organisent chaque dimanche matin la messe en plein air.

Ce matin, leurs chants jaillissent avec force des poitrines d'au moins un millier de gens, jeunes et vieux, rassemblés autour de l'immense statue en bronze du roi Mathias Corvin, érigée au milieu de la place, en plein centre de Cluj. Des passants s'arrêtent, regardent et parfois se mettent à chanter avec les autres. Recueillement, force et solidarité. Je monte à l'étage d'un bâtiment ancien, je rentre dans un appartement vide en raison des travaux en cours et je filme lentement la place pour obtenir une image réelle des proportions du rassemblement. Dans le journalisme, la question des proportions est essentielle. Autrement l'image communique des informations fausses.

À Cluj aussi les gens sont friands de la presse. Les mêmes queues devant les kiosques, mais les journaux sont vendus librement un peu partout, dans les halls des théâtres, dans la rue, dans les gares. Les anciens journaux du parti changent vite leur titre, on leur colle le mot «libre» pour s'adapter aux besoins du moment. Mais les rédacteurs restent, à Bucarest comme en province, les mêmes. D'où la langue de bois des articles: la démagogie nationale remplace la démagogie

communiste. Prolifération de la presse d'opinion au détriment de la presse d'information, des faits et des arguments. Le nom de Ceausescu est écrit sans capitale, sa personne est diabolisée; signe aberrant d'un changement de pôle. La diabolisation a eu des échos même en Hongrie: j'ai vu à Budapest les affiches d'un opéra rock intitulé «Dracula», avec, au centre, le portrait à l'encre rouge du dictateur roumain. Parmi les images de la télévision roumaine envoyées par satellite dès le 22 décembre, quelques prises de vues aux alentours de Sibiu. Sur le mur d'un bâtiment officiel une affiche écrite à la main expose les doléances des émeutiers: le nom de Ceausescu doit être rayé de tous les livres d'histoire, de l'Histoire.

La prolifération de la presse indépendante est un phénomène commun à tous les pays de l'Est. Mais il n'est pas durable. Les contraintes économiques arriveront vite à réduire le nombre des périodiques ou à changer l'équilibre entre la presse d'information, celle d'opinion, celle de divertissement et de consommation. Le gouvernement de Roman et d'Iliescu détient le monopole de l'industrie graphique, de la production de papier, il contrôle les prix. Sans une indépendance réelle, la presse libre sera vite étouffée, car ce gouvernement n'aime pas la liberté de la presse. D'ailleurs, quel est le gouvernement qui aime vraiment cette liberté? La guerre du Golfe qui bat son plein au moment où je tape mon article le prouve. La raison d'État est plus forte, la censure, sous prétexte d'empêcher l'ennemi d'accéder aux informations secrètes, s'installe avec le consentement des journalistes et de la population.

J'attire l'attention de mes confrères roumains sur le danger de la censure économique, sur leur dépendance à l'égard des subventions de l'État, sur la nécessité de s'organiser en entreprises de presse, pour se préparer à un futur incertain, où l'autoritarisme, enfant de la crise économique et de la pénurie prévisible, fera surface. Les journalistes

indépendants vivent encore l'euphorie de la libre parole. Les autres, plus réalistes, plus souples, plus mouillés avec l'ancien régime aussi, changent lentement de style. Ils se mettront vite au service du pouvoir, lanceront des signaux vers les plus forts pour obtenir leur protection et éviteront ainsi de perdre les subventions. À Cluj, dès fin février, l'ancienne presse du parti devient la presse officieuse du Front du salut national.

Doïna Cornea, la dissidente qui a eu le courage d'affronter le dictateur, est maintenant traitée de vieille mégère par cette presse assujettie, on lui colle les plus invraisemblables histoires, évidemment incontrôlables, depuis qu'elle a quitté le Conseil du Front pour protester contre sa transformation en parti politique, contrairement aux promesses initiales de ses dirigeants. La calomnie est de rigueur aussi à l'encontre des dirigeants des partis d'opposition. La victime la plus en vue est Corneliu Coposu, président du Parti national paysan. Il a passé des décennies dans les prisons communistes et faisait partie, déjà avant la chute du dictateur, de ceux qui essayaient d'organiser la résistance politique.

Les lèche-culs l'accusent de vouloir vendre le pays aux étrangers, de vouloir acheter les électeurs avec des devises, de méconnaître le pays car il a passé son temps à l'étranger, d'avoir bien «bouffé» au moment où les autres, c'est-à-dire Iliescu et compagnie, subissaient les mêmes sévices que le peuple affamé par Ceausescu, etc. Il est impossible de lutter contre les rumeurs ainsi lancées par la presse, dans un pays qui a vécu pendant des décennies sous le régime de la désinformation et des rumeurs, qui n'a aucune idée de ce qu'est le fonctionnement réel du marché libre. D'ailleurs, la tradition orale est toujours forte chez nous.

Dans les villages nous rencontrons des gens qui colportent les mêmes rumeurs en déclarant détenir leurs informations de sources fiables ou de les avoir vérifiées personnellement. On nous accuse à un moment donné d'être des agents de Coposu,

envoyés pour organiser sa campagne électorale.

L'indépendance économique et technologique de la presse reste à conquérir. Quand le pouvoir d'achat des lecteurs sera en baisse, la culture, la littérature et la presse seront les premières atteintes. La gestion de la presse reste énigmatique pour la plupart de mes confrères. Ils attendent encore des subventions de la part de l'État, qui doit être aux petits soins de la culture. Pourtant ils se déclarent les adeptes inconditionnels du libéralisme économique, de la libre entreprise.

Les lecteurs sont de plus en plus sélectifs maintenant. Ils réagissent en acheteurs, en quête de consensus. Ils lisent la presse qui confirme leurs opinions et ils lisent l'autre presse sans vraiment prendre au sérieux les arguments et les faits. Partout dans le pays je rencontre des gens qui lisent toujours l'ancienne presse officielle, pour des raisons bien précises: le quotidien *Scînteia*, officiel du comité central du Parti, était diffusé par abonnement obligatoire chez les employés et les travailleurs. Après le changement de son titre en *Adevarul* (curieuse option pour un titre, *la Vérité*, qui rappelle aux Roumains celui du quotidien du parti communiste soviétique, la *Pravda*), les anciens abonnés continueront à recevoir leur quotidien «préféré». Cette situation n'est pas sans rapport avec les résultats des élections de mai 1990 et avec la manipulation efficace de l'opinion publique roumaine, avant et après les élections. *Adevarul* sera le support idéal pour communiquer avec ses anciens lecteurs, cette fois avec un plus de crédibilité, trompeuse certes mais rassurante. Les réformes à tâtons proposées par le Front seront facilement acceptées, par rapport à celles envisagées par les partis d'opposition, plus radicales et heurtant la commodité des travailleurs et de la petite-bourgeoise urbaine, péri-urbaine ou rurale. Je suis sûr que les gens voteront Iliescu, car son attitude paternaliste est rassurante, et que le FSN gagnera au moins 70 % de l'électorat, pour ces mêmes raisons. Je partage

ces pronostics avec mon ami C.K., qui restera mon témoin en ce qui concerne les prévisions électorales. Toutes nos enquêtes, sociologiquement approximatives, bien que réalisées avec une certaine rigueur par rapport au journalisme, nous poussent vers les mêmes conclusions.

À Cluj, nous sommes aussi les témoins de la quarantième journée d'une grève de la faim déclarée par un jeune technicien pour protester contre le maintien à leur poste des anciens dirigeants communistes corrompus dans l'entreprise où il travaille. Pour avoir fait publiquement part de ses opinions, à la télévision de Bucarest, la direction de l'entreprise l'a mis à la porte dès son retour, après une réunion bien préparée, dans le style de l'ancien régime. À part les membres de l'Association des anciens détenus politiques, personne ne s'intéresse aux revendications du gréviste de la faim. Les choses sont vite rentrées dans l'ordre, les gens n'aiment pas risquer leur emploi, leur bien-être, pour des principes, mêmes si des enquêtes montreront que, en principe, ils désirent l'éviction des anciens chefs. Mais le quotidien instaure son calme apparent.

L'arrière-pays est plus conservateur, l'inertie du système plus forte. C'est normal. Des structures qui, à Bucarest, sont en cours d'être réformées, résistent ici sur la base du copinage et de la mentalité clanique. Dans le pays, un changement de générations est en cours. Des membres plus compétents, appartenant aux jeunes générations de technocrates, remplaceront les apparatchiks qui se sont hissés à de hautes fonctions grâce à leur démagogie et non à leur savoir-faire.

À l'heure où je rédige ces notes, la Roumanie est devenue un pays difficilement gouvernable. Je ne pense pas aux manifestations de rue, qui se font de plus en plus rares. Il s'agit plutôt de la discipline du travail, de la baisse inquiétante de la productivité, de l'ampleur des dettes contractées depuis décembre 1989 par le nouveau gouvernent, du

manque d'énergie, du mauvais fonctionnement de la logistique économique et industrielle, des transports désorganisés et du taux d'émigration qui atteint un seuil dramatique. C'est la plus importante perte de matière grise que la Roumanie ait subie depuis son existence étatique moderne, c'est-à-dire depuis 1919.

Le réformisme tempéré du gouvernement issu des élections enfonce le pays dans le marasme économique. Je ne m'attarderai pas ici sur la peur qui s'est installée de nouveau dans la tête des gens, à la suite des incursions répressives des mineurs convoqués par le président Iliescu à plusieurs reprises non seulement pour sauvegarder son pouvoir contre des tentatives imaginaires de coup d'État de droite, mais aussi pour empêcher la libre expression de l'opposition. Une opposition qui n'était pas celle des partis politiques constitués, mais de la population politiquement dynamique des grandes villes: les jeunes, les étudiants, les intellectuels démocrates. Malheureusement, ces couches sont socialement instables, sans grande cohérence politique quand il s'agit de proposer des projets de réformes. Elles savent s'opposer mais sont divisées quant aux actions positives sans lesquelles aucun projet politique ne prend contour. La lenteur de l'implantation de l'Alliance civique, formation nouvellement constituée pour rassembler l'opposition en dehors des partis, ainsi que sa capacité de mobiliser les masses restent faibles.

L'Alliance civique se présente, probablement pour des raisons tactiques, comme une organisation sans caractère de parti. Elle devra pourtant dépasser ce stade au moment où les élections futures demanderont aux citoyens des options fermes. La construction institutionnelle reste à faire. Puis, les minorités se trouvent dans l'expectative. Sans elles aucune action sociale efficace n'est possible.

La sortie de la crise, et non seulement pour la Roumanie, peut être réalisée par trois forces, dont deux au moins sont institutionnellement constituées: la technocratie, l'armée et

la police «politique», héritière chez nous de l'appareil et du savoir-faire de la Securitate. Il faut le dire, la Securitate n'était pas seulement un appareil de répression au service du pouvoir, mais aussi un corps d'élite recruté dans toutes les catégories socio-professionnelles. Mettre les compétences de ces membres au service de la réforme serait raisonnable et souhaitable non seulement dans l'intérêt collectif mais aussi dans l'intérêt du groupe, car le succès de la réforme est la condition obligatoire pour eux d'atteindre le standing de leurs désirs. Le même raisonnement pourra s'appliquer aux autres forces. Le danger consiste soit dans l'application des réformes sans participation des masses et sans préparation politique, avec des moyens autoritaires, soit dans leur perpétuel ajournement dans la perspective du maintien des privilèges actuels, d'ailleurs si minces, des mêmes couches. L'alliance entre la technocratie civile et la technocratie militaire peut engendrer aussi bien une dictature militaire qu'un réformisme dynamique. Tout dépend de ceux qui détiennent vraiment le pouvoir. Notre analyse peut sembler cynique. Les alliances civiques n'auront aucune chance de politiser la crise sans réaliser des alliances tactiques et stratégiques avec les forces réelles. La société civile peut encore détourner ces forces de la tentation de putsch, à condition de leur proposer d'agir conjointement, de les assurer qu'elles ne perdront pas leurs privilèges, mais, au contraire, qu'elles ont tout à gagner d'une telle alliance politique. Les intellectuels regroupés dans l'Alliance civique devront mener à bien ce contrat social pour démontrer qu'ils ont acquis le savoir-faire et la ruse politiques. Par un effet pervers, cette alliance «contre-nature» sera salvatrice pour l'ensemble de la société, elle pourra affaiblir l'action des forces irrationnelles du tribalisme qui animent l'électorat roumain. Ces forces sont incontrôlables et nous mènent à des confrontations qui frôlent la guerre civile.

L'opposition morale peut agir à condition de bénéficier du facteur temps, or la société roumaine a besoin de solutions

applicables dès maintenant.

L'Europe, je le pense, se trouve au bout d'un chemin: la mentalité tribale vient de ressusciter avec force mais, en même temps, elle est en train d'épuiser son potentiel. On appelle cette mentalité: nationalisme, populisme, nazisme, national-communisme. C'est dans le champ de l'imaginaire social que la crise trouve ses ressources ainsi que ses solutions. La crise que l'Europe vient de vivre est la crise du projet social. Pile ou face, envers ou endroit, capitalisme ou socialisme? La troisième voie, personne ne peut l'imaginer. Comment choisir entre une vieille machine qui fonctionne et une autre, inventée par des apprentis sorciers, qui vient de s'effondrer avec fracas? Au moins, la première donne l'impression d'une certaine fiabilité. Faute de quoi, les déçus pourront caresser l'espoir de survivre comme simples témoins.

Quand la cité céleste, une fois de plus descendue sur Terre, a dévoilé son visage infernal, doit-on renoncer à l'espérance qu'un jour sa construction sera possible? L'écroulement de la *civitas terrenis*, avec ses camps de concentration, avec le travail qui rend libre (macht frei), avec le bonheur d'être dupe, de se soumettre, de reconnaître ses fautes, de laisser aux chefs la charge de penser, ne peut pas nous rendre libres. Cette liberté est difficilement supportable pour la plus part des gens. Que faire? Les solutions se trouvent dans l'imaginaire. Le passage de l'imaginaire à l'acte est violent.

Dan Culcer

[Traduit du roumain par Ioana Culcer.]